

Contrat d'engagement jeune (CEJ)

Données

Données brutes, provisoires

Sources

Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares

Définition

Précédant le Contrat d'engagement jeune, la **Garantie jeunes** a été mise en place par les missions locales sous forme expérimentale en octobre 2013. Droit ouvert aux **jeunes de 16 à 25 ans, en situation de précarité financière, ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET)**, elle combinait un **accompagnement collectif renforcé, des mises en situation de travail et une garantie de ressources**. L'accompagnement se déroulait sur une période de 12 mois renouvelable par tranche de 6 mois.

Au 1^{er} janvier 2017, le dispositif a été généralisé à l'ensemble du territoire national suite à la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels. La Garantie jeunes est alors devenue un droit pour tous les jeunes remplissant les critères d'éligibilité et constituait une modalité spécifique, particulièrement intensive, du Pacea (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi).

Le 1^{er} mars 2022, la **Garantie jeunes (GJ) a été remplacée par le Contrat d'engagement jeune (CEJ)** mis en œuvre par France Travail ou les missions locales ; du côté de France Travail, une partie du public de l'Accompagnement individualisé des jeunes (AIJ) est également désormais orientée vers ce dispositif depuis cette date. Le CEJ est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont pas étudiants, ne suivent pas de formation et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Le parcours est prévu pour durer de 6 à 12 mois. Le bénéficiaire peut toutefois quitter le dispositif de façon anticipée ou au contraire le prolonger jusqu'à 18 mois maximum.

Les jeunes en dispositif sont suivis par un conseiller dédié. L'accompagnement prend la forme d'un programme intensif de 15-20 heures par semaine avec une mise en activité régulière (stages, activités collectives, immersions, etc.).

Selon leurs ressources et sous condition de respecter leurs engagements, les jeunes peuvent percevoir une allocation mensuelle pouvant aller jusqu'à 520 euros.

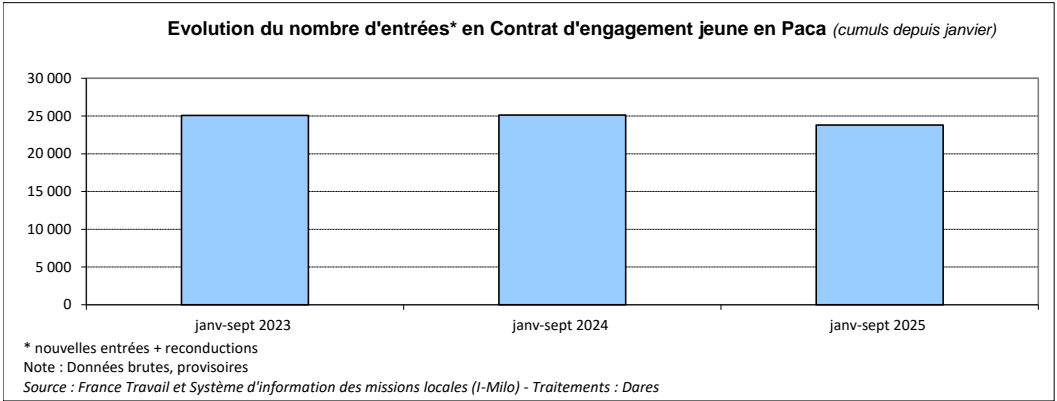
CONTRAT D'ENGAGEMENT JEUNE (CEJ)

Mise à jour : 30 décembre 2025

Nombre d'entrées* en Contrat d'engagement jeune

	Nombre d'entrées en septembre 2025			Cumul des entrées		
	Ensemble	En mission locale	A France Travail	De janvier à septembre 2025	De janvier à septembre 2024	Variation du cumul (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	87	37	50	399	393	+1,5
Hautes-Alpes	108	74	34	625	540	+15,7
Alpes-Maritimes	479	295	184	3 853	4 371	-11,9
Bouches-du-Rhône	1 218	729	489	10 003	10 043	-0,4
Var	792	544	248	5 278	5 922	-10,9
Vaucluse	513	368	145	3 652	3 856	-5,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 197	2 047	1 150	23 810	25 125	-5,2
France métropolitaine	38 458	25 379	13 079	288 665	311 297	-7,3

* nouvelles entrées + reconductions
Note : données brutes, provisoires
Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares



Nombre de bénéficiaires* de Contrat d'engagement jeune à fin septembre 2025

	Stock* (en nombre)			Variation sur un an (en %)
	Ensemble	En mission locale	A France Travail	
Alpes-de-Haute-Provence	237	134	103	+12,9
Hautes-Alpes	336	225	111	+50,0
Alpes-Maritimes	1 781	1 171	610	+0,8
Bouches-du-Rhône	4 606	3 069	1 537	-2,7
Var	2 530	1 861	669	-5,8
Vaucluse	1 772	1 325	447	-7,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 262	7 785	3 477	-2,4
France métropolitaine	138 889	99 949	38 940	-9,1

* entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif. Ces données incluent également la Garantie jeunes
Note : données brutes, provisoires
Sources : France Travail et Système d'information des missions locales (I-Milo) - Traitements : Dares